

Communiqué de presse

Comment les analystes et gérants prennent-ils en compte l'ESG ? La SFAF présente la 4^{ème} édition de son baromètre ESG¹

Paris, le 17 janvier 2022

Lancé en 2018, le baromètre ESG de la SFAF interroge chaque année les analystes et gérants membres de l'association, soit environ 800 personnes, sur leur prise en compte de l'ESG, dans leur pratiques et leurs produits.

Les responsables de cette initiative, Fabienne Brilland, en charge du groupe de travail Baromètre ESG, et Martine Léonard, présidente de la commission Analyse extra-financière et présidente récemment élue de la SFAF, ont présenté, en exclusivité aux adhérents de la SFAF, les résultats de l'édition 2021 le jeudi 13 janvier 2022 lors d'un webinar. Des évolutions remarquables, en trois ans, qui révèlent une maturité plus grande des acteurs, mais aussi une exigence plus élevée et des attentes très fortes, notamment en termes de qualité des données.

L'ESG est devenue incontournable et a modifié les pratiques des acteurs

Sans surprise, le premier enseignement est que les acteurs de la finance interrogés intègrent de plus en plus l'ESG dans leurs pratiques et dans leur offre de produits. Ils sont aujourd'hui environ la moitié (49%) à déclarer utiliser systématiquement les données ESG, contre seulement un tiers (31%) en 2018. Si l'analyse ESG entre dans l'évaluation de la performance globale des émetteurs, elle s'affirme maintenant comme un engagement propre aux sociétés de gestion, et pas seulement comme une réponse à une demande des investisseurs ou la prise en compte d'un indicateur de la performance globale à long terme des émetteurs.

Cette évolution des pratiques a des conséquences très concrètes : une plus grande implication de la direction et du contrôle, un effort notable sur la formation ESG des équipes, ou encore la mise en place de process de contrôle ESG, notamment sur les données. On note également une préférence croissante pour les fonds thématiques ESG (pour 31% des répondants contre 21 % en 2018) et à impact (28 % contre 14 % en 2018). Enfin, les règlements européens SFDR et taxonomie conduisent les sociétés de gestion à restructurer ou étendre leur offre de produits financiers.

Les attentes sont fortes en termes de qualité d'information ESG, jugée insatisfaisante

Avec la montée des exigences réglementaires et la plus grande prise en compte de l'ESG dans les pratiques, le besoin d'une information de qualité augmente. « La « matière première » n'est pas à la hauteur des attentes des analystes et des gérants » affirme Martine Léonard, présidente de la SFAF et de la commission Analyse extra-financière.

Les entreprises restent la source d'information numéro un pour plus de 80 % des répondants, loin devant les agences de notation extra-financière, qui progressent néanmoins de 10 points (56 % des répondants contre 41 % en 2018), tout comme les fournisseurs de données (44 % répondants contre 28% en 2018).

Or, pour 63 % des répondants utilisateurs de la donnée extra-financière, la qualité de l'information disponible n'est pas ou est peu satisfaisante (contre 43% en 2018). Comme axes d'améliorations, ils

¹ Administration du questionnaire entre le 16 septembre et 20 octobre 2021.

indiquent pour la moitié (49 %), la connexion entre l'information financière et extra-financière, puis l'impact sur la création de valeur environnementale, sociale ou sociétale, la présentation prospective des enjeux ESG, l'impact sur la création de valeur financière ou encore la traduction des grandes tendances en termes de risques/opportunités.

Le climat arrive nettement en tête des préoccupations

Avec la faible qualité des données, l'enjeu climatique est le risque ESG qui focalise le plus l'attention des analystes et des gérants. L'utilisation des données environnementales fait un bond de 20 points (88 % des répondants contre 68 % en 2018). Celle des données sociales progresse également (70 % contre 53 %), tandis que celles liées à la gouvernance se maintiennent à un niveau élevé (82 %). En revanche, on relève un moindre intérêt pour l'utilisation des données sociétales (34 % des répondants contre 43 % en 2018) et un décrochage de la donnée relative à l'immatériel (marque, innovation, propriété intellectuelle), dont le nombre d'acteurs utilisateurs est divisé par deux (à 17 %).

En cohérence avec la forte demande de données environnementales, le principal risque pris en compte dans l'analyse ESG des entreprises est le climat, analysé prioritairement au regard des tonnes de CO₂ émises (évolution de son empreinte carbone, objectif de la stratégie de l'entreprise dans ce domaine). Les informations des entreprises sur le risque climat sont jugées peu, voire pas du tout satisfaisantes, par 65% des analystes. Ils attendent davantage de transparence et de clarté sur les objectifs, la stratégie et la mesure, ainsi que des engagements concrets.

La taxonomie apparaît comme possiblement facilitatrice... à condition de savoir et pouvoir s'en servir

Face au risque climat, la taxonomie devrait faciliter l'identification des activités durables des émetteurs, malgré les difficultés de calcul rencontrées. Pour 58% des répondants, la taxonomie devrait aider à la sélection des valeurs avec des activités durables. Pour autant une minorité croissante est sceptique sur son utilité. Par ailleurs, la grande majorité des répondants (62%) déclare ne pas disposer des données ni des moyens humains nécessaires au calcul de la taxonomie.

Des freins de plus en plus perceptibles et exacerbés dans l'analyse et l'intégration des enjeux ESG

Les répondants sont plus nombreux à déclarer des freins à l'analyse et l'intégration des informations extra-financières dans leur métier. « Avec la maturité, la majorité des acteurs répondants (57% contre 30 % en 2018) prend conscience des obstacles à l'analyse et à l'intégration ESG » déclare Fabienne Brilland, responsable du groupe de travail Baromètre ESG de la SFAF. Parmi ces freins identifiés, on retrouve, en très forte progression, l'insuffisante qualité de la donnée extra-financière, l'absence de cadre commun (indicateurs, méthode), l'absence de définition homogène de l'ESG. La priorité est donnée à une plus grande homogénéité autour d'un langage commun et à la connectivité avec les informations financières.

Contacts presse :

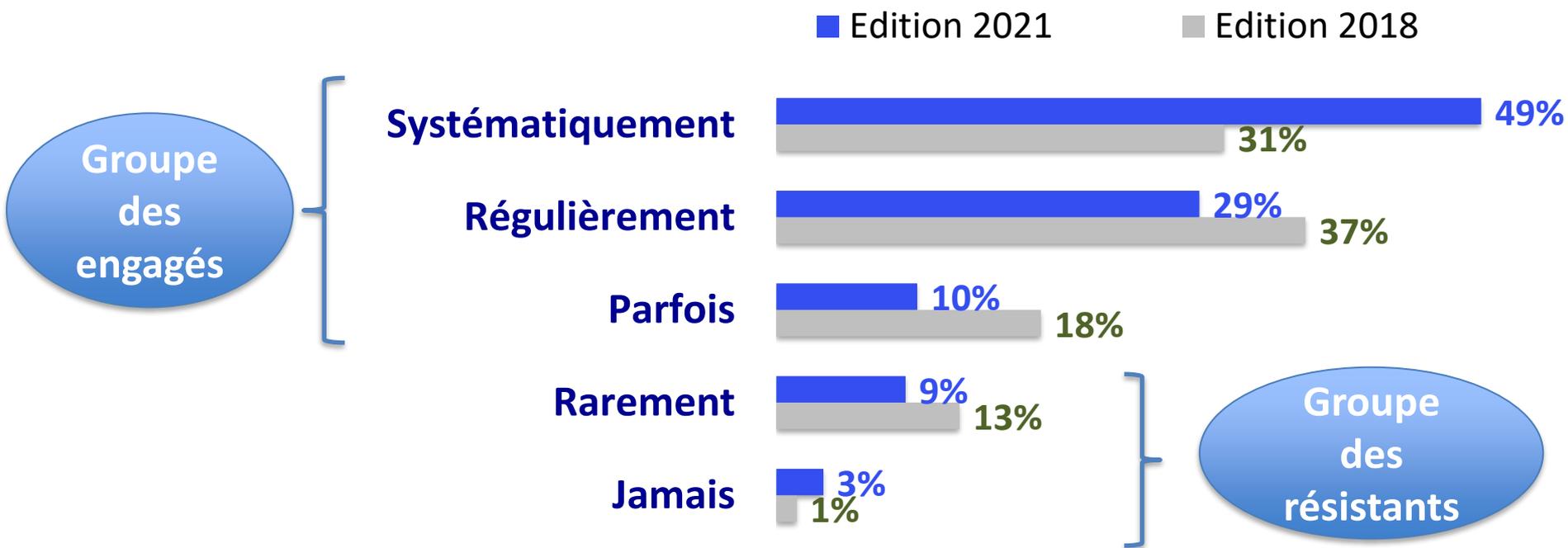
Valérie Ohannessian - valohan@sfaf.com

Marine Frérot - mfrerot@sfaf.com



L'usage d'informations ESG : une pratique devenue systématique voire régulière pour 78%

Question : Utilisez-vous des informations extra-financières des entreprises dans vos analyses ?

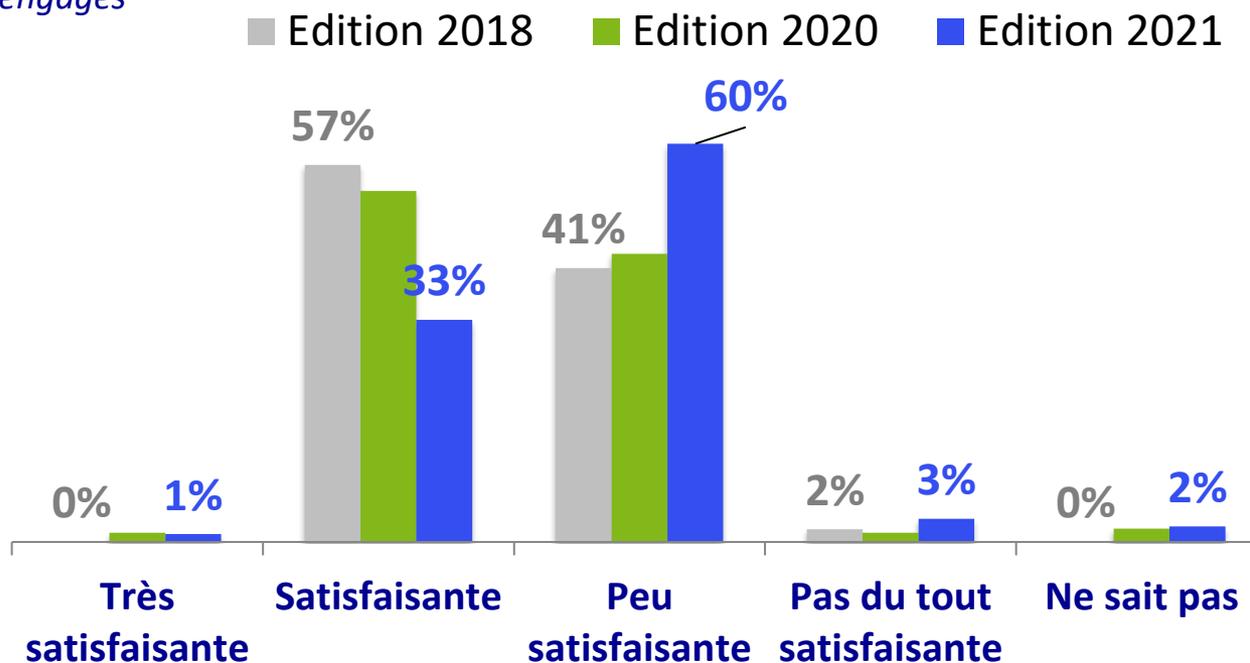




Niveau croissant d'insatisfaction (63%) sur la qualité des informations extra-financières

Question : Considérez-vous la qualité des informations extra-financières actuellement disponibles sur les émetteurs ... ?

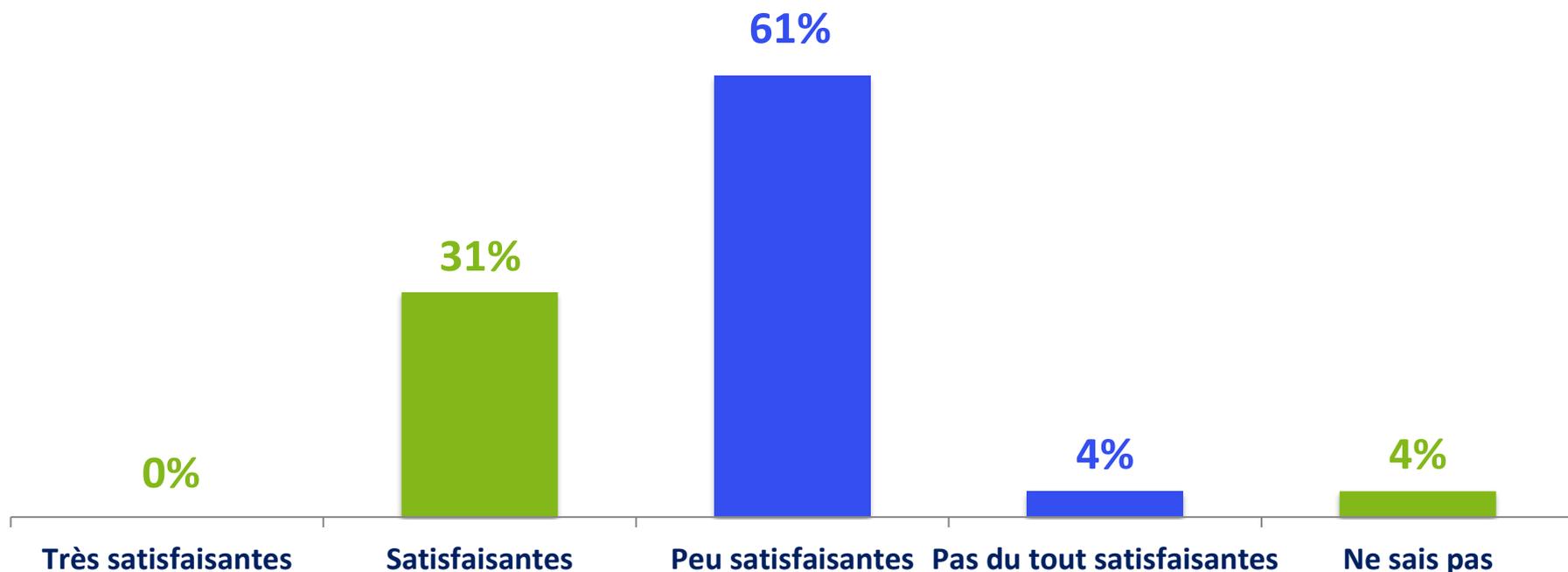
Base : Groupe des engagés





Les informations des entreprises sur le risque climat sont jugées peu voire pas du tout satisfaisantes par 65% des analystes

Question : Considérez-vous que les informations produites sur le risque climat sont ?





Avec la maturité, la majorité (57%) prend conscience des obstacles à l'analyse et à l'intégration ESG

Question : Enfin, rencontrez-vous des freins à l'analyse et l'intégration des informations extra-financières dans votre métier ?

